

CEUX QUI VIVENT SONT CEUX QUI LUTTENT. [VICTOR HUGO]

Un mouvement décisif pour le devenir de notre système de protection sociale, de notre Sécurité sociale !

Sommaire

EDITO

*Un mouvement
décisif !*

ACTUALITES

*La réforme des
retraites, c'est
NON !*

*STOP GALERE
pour des
transports
publics de
qualité*

*La PAIX comme
seule alternative*

URGENCE
SEISME

*En Turquie et
Syrie, le secours
populaire lance
une campagne
de dons*

« Vous avez décidé de câliner la finance et de vous en prendre à la France qui travaille... » a lancé Sébastien Jumel, député communiste, à la réunion de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale qui examinait le projet de loi de réforme de notre système de retraites. C'est bien de ça qu'il s'agit, sous le prétexte de l'équilibre des comptes, de plus d'égalité entre les différents régimes, et même d'être plus avantageux pour les femmes... ! Tout ça n'est que poudre aux yeux pour cacher l'objectif essentiel, cheval de bataille inlassable du patronat, de la droite et de la macronie, le meilleur allié de la finance : décapiter notre système de protection sociale créée en 1945 par le Conseil national de la Résistance.

Ce qui leur est insupportable c'est de voir échapper ce qui devrait être source de profits infinis : le secteur assurantiel et financier comme c'est le cas dans les grandes puissances libérales, à commencer par les Etats Unis.

En France, notre Sécurité sociale, comme l'indique l'Ordonnance de 1945, est établie pour « Garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent.... » et le pire de tout pour le capitalisme réside dans son financement: « La moitié de la cotisation est à la charge de l'employeur, l'autre moitié à la charge du salarié » Un financement qui prend appui sur la richesse créée par le travail qui, au lieu d'alimenter le capital des actionnaires, participe à la solidarité nationale !

Et aujourd'hui nous osons affirmer, oui c'est un bout de communisme qui a été ainsi arraché en 1945 au capitalisme, c'est ce bout qui n'a cessé d'être mis en cause, rogné depuis sa création, qu'il faut maintenant définitivement abattre...

C'est ça l'objectif de cette réforme !

Mais rien n'est écrit d'avance, toutes les grandes luttes sociales dans notre pays le montrent, de 1936 avec la semaine des 40h, l'instauration de deux semaines de congés payés, en passant par 1968 avec la 4^{ème} semaine de congés payés, l'augmentation générale des salaires ou encore le retrait du plan Juppé en 1995 et celui en 2006 du CPE (Contrat de première Embauche) pourtant voté par le Parlement.

Toutes ont un dénominateur commun : la mobilisation populaire, celle des jeunes, des salarié.es du privé comme du public, avec des intersyndicales et des partis de gauche rassemblés en soutien à ces mouvements.

C'est cette dynamique qui s'est enclenchée et qui se poursuit et dans laquelle le PCF, avec la NUPES au Parlement et les communistes fontenaysiens, s'engage, évidemment en participant aux manifestations mais aussi avec les élu.es de gauche comme c'est le cas à Fontenay et dans le Val de Marne et en contribuant à rappeler ce que c'est que cette exceptionnalité française qu'il faut encore mieux s'approprier, parce que la Sécu, ça nous appartient !

Franck Mora, Responsable local PCF Fontenay-sous-Bois

Section PCF de Fontenay-sous-Bois

30 avenue Victor Hugo 94120 Fontenay-sous-Bois
Téléphone : 01 48 76 92 23 | Mail : pcf94120@orange.fr
<https://www.facebook.com/fontenaysousbois.pcf>



La réforme des retraites, c'est NON !



APPEL DES 500

MAIRES ET ÉLU-E-S LOCAUX
VAL-DE-MARNAIS À SOUTENIR
LE MOUVEMENT SOCIAL
CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

NOUS, MAIRES ET ÉLU-E-S DU VAL-DE-MARNE, apportons notre soutien total à la mobilisation syndicale et populaire, largement majoritaire dans le pays, contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite et contre l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour toucher une retraite à taux plein.

Si elle devait être appliquée, cette réforme constituerait pour les habitants de nos villes, notamment pour les agents du service public territorial, un recul social sans précédent, avec des conséquences graves sur la vie quotidienne et la santé de celles et ceux qui consacrent leur temps à l'intérêt collectif et général.

Le projet de réforme est par ailleurs particulièrement discriminant et défavorable aux femmes. Aujourd'hui déjà, elles ne sont pas à égalité devant la retraite. Leurs carrières sont plus courtes, hachurées et incomplètes, avec des salaires plus de 20 % inférieurs à ceux des hommes. L'allongement de l'âge de départ ne fera qu'accroître une grande inégalité.

Ni l'urgence, ni l'efficacité économique de cette réforme ne sont avérées. Par ailleurs, nous dénonçons l'atteinte à la démocratie et le non-respect des institutions républicaines que le gouvernement affiche, en déclarant que l'âge de départ à 64 ans n'est pas négociable », et que « la gauche française cherche à bordéliser le pays ». C'est inacceptable et irresponsable.

Les hommes et les femmes aspirent à travailler et à ce que l'État reconnaisse leur apport aux richesses de notre société. Ils et elles aspirent aussi à profiter d'une retraite méritée et à la vivre en bonne santé. Dans nos communes, ils font la démonstration quotidienne d'un rôle irremplaçable, acteurs d'un formidable ciment du bien-vivre ensemble qui agit contre la fragmentation de la société. Ils assurent une grande part de la vitalité de nos associations et clubs en tous genres, si essentiels et précieux dans notre République.

L'intervention des élus locaux dans ce débat de société est inédite, et démontre la profondeur du débat de société que nous voulons, pour aujourd'hui et demain.

Pour toutes ces raisons, nous demandons au gouvernement de retirer son projet de réforme et d'engager un grand débat national, jusqu'à l'organisation d'un référendum sur l'avenir de notre système de retraite et sur son financement.

LES 500 PREMIERS SIGNATAIRES LES MAIRES

CARVOUNAS Luc (Alfortville) ;
METAIRES Christian (Arcueil)
CHARBONNIER Régis (Boissy-Saint-Léger) ; **ÖZTORUN** Denis (Bonneuil-sur-Marne) ;
DE COMARMOND Hélène (Cachan) ; **DAUMIN** Stéphanie (Chevilly-Larue) ; **CATHALA** Laurent (Créteil) ; **GAUTRAIS** Jean-Philippe (Fontenay-sous-Bois) ; **CHAVANON** Marie (Fresnes) ; **TORDJMAN** Patricia (Gentilly) ; **BOUYSSOU** Philippe (Ivry-sur-Seine) ; **LAURENT** Jean-Luc (Le Kremlin-Bicêtre) ; **JANODET** Christine (Orly) ; **GARZON** Pierre (Villejuif) ; **BELL-LLOCH** Pierre (Vitry-sur-Seine)

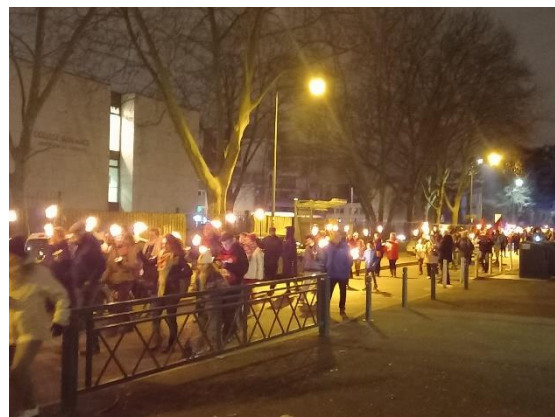
LES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX

BESNARD Samouel, CHIKOUICHE Mohamed, BESCOUDI Nicolas, KIROUANI Lamiya, AGGOUNE Fatma, TRAORE Ibrahim, MUNKK Floro, TMIMI Hocine, STEFEL Naïga, HACHMI Frédérique, HELIN Bruno, PELISSOLO Antoine, SANTIAGO-ZERAH Isabelle, SOL Josette, JANODET Christine, MORA Franck, NAKHATÉ Sokona, RABAR DEL Evelynne, STEFEL Naïga

LES CONSEILLERS RÉGIONAUX

KIENZLEN Jonathan, ABEILLE Laurence, LAHMER Annie, GUILLAUD-BATAILLE Fabrice, ORJEBIN Vianney

Manifestations et retraite aux flambeaux...



Par millions, voilà des semaines que le peuple de France se mobilise contre la casse du système de retraite. Grèves, manifestations, distributions de tracts, les actions sont nombreuses, variées et quotidiennes dans tout le pays.

Par dix, par cent, par mille, à Fontenay-sous-Bois aussi, avec leurs syndicats, les travailleuses, travailleurs, employé.e.s, étudiant.e.s et retraité.e.s sont dans la lutte. La mobilisation de celles et ceux qui ne veulent pas mourir au travail ne faiblit pas.

Par centaines ils et elles se retrouvent dans les défilés parisiens à attendre, piétiner, marcher, courir et chanter des slogans pour une retraite digne qui puisse être une période heureuse de la vie.

Localement le 2 février il y avait foule dans les rues de la ville pour une retraite aux flambeaux dynamique et déterminée pour dire non, mille fois NON à une régression sociale que rien ne justifie. Et ce n'est pas fini...

Loïc DAMIANI

Militant communiste

Adjoint au Maire PCF membre du groupe Fontenay en Commun

L'ensemble des élu.es de la majorité municipale soutient la mobilisation contre la réforme des retraites



Section PCF de Fontenay-sous-Bois

30 avenue Victor Hugo 94120 Fontenay-sous-Bois

Téléphone : 01 48 76 92 23 | Mail : pcf94120@orange.fr

<https://www.facebook.com/fontenaysousbois.pcf>

STOP GALERE : nous pouvons et devons gagner la bataille contre la privatisation !

Les usagères et usagers des transports publics connaissent une dégradation inédite du réseau. Cette dégradation n'est ni spontanée, ni fortuite. Elle résulte de choix politiques qui ont réduit l'attractivité des métiers mais aussi fragilisé les services publics.

Dirigée par Valérie Pécresse depuis 2015, l'autorité organisatrice Ile-de-France Mobilités a profité de la crise sanitaire pour réduire durablement l'offre de transports. Ce choix a été maintenu malgré le retour de la fréquentation dans le but – officiellement – d'économiser 60 millions d'euros par an, sur un budget total qui dépasse 11 milliards d'euros... L'objectif secret était tout autre : dégoûter les usagères et usagers des transports publics pour mieux les convaincre de la nécessité de les privatiser !

En effet, alors qu'aucune directive européenne ne l'y oblige, Valérie Pécresse a fait un puissant lobbying pour mettre fin au monopole de la RATP puis de privatiser son réseau. Aventure socialement inacceptable, économiquement coûteuse et dangereuse, la privatisation sera synonyme de désorganisation et, à terme, de hausses des prix. Plus ils privatisent, plus ce sera cher, plus nous paierons.

Pour donner au privé nos transports, le réseau de bus RATP sera éclaté en 12 parts de gâteau le 1^{er} janvier 2025. Seules des entreprises privées, nationales ou non, pourront concourir. Si nous ne stoppons pas cette machine infernale, environ 17 000 agent.es de la RATP seront transférés et leurs conditions salariales dégradées.

Sensibiliser les usagères et usagers à ce qui se prépare est la raison d'être du collectif STOP GALERE. Dans une démarche d'éducation populaire et de lanceur d'alerte, ce collectif organise des réunions publiques dans toute la région. A Fontenay, nous étions plus de 200 le 17 janvier pour comprendre et débattre avec, notamment, notre Maire, des salarié.es de la RATP et de la SNCF.

Initié par les élu.es communistes du Conseil régional, STOP GALERE rassemble toute la gauche régionale, plus de 250 Maires et Parlementaires mais aussi des associations d'usagers et les unions régionales CGT et FSU. Grâce à une pétition (www.stopgalere.fr) et à la mobilisation des militant.es, plus de 55 000 personnes ont apporté leur soutien à ce mot d'ordre... et aux solutions mises sur la table. Car il existe des solutions pour financer nos transports, éviter de nouvelles hausses des tarifs... et retrouver des transports publics et de qualité. C'est un combat que nous pouvons gagner. Le Ministre Beaune a ouvert la porte à un report de la privatisation. En maintenant la pression, nous pouvons la faire dérailler.

Yoann RISPAL

Militant communiste

Conseiller municipal PCF membre du groupe Fontenay en Commun



Section PCF de Fontenay-sous-Bois

30 avenue Victor Hugo 94120 Fontenay-sous-Bois

Téléphone : 01 48 76 92 23 | Mail : pcf94120@orange.fr

<https://www.facebook.com/fontenaysousbois.pcf>

En Ukraine et partout dans le monde, il n'y a d'autres solutions que la Paix !

A l'issue du débat organisé en janvier dernier par les communistes de Fontenay avec Francis Wurtz, député européen honoraire et Alain Rouy Secrétaire national du Mouvement de la Paix, vice-président du Bureau International de la Paix, la section PCF de notre ville a décidé de rejoindre le **collectif national En Marche Pour La Paix** et a proposé la création d'un collectif fontenaysien pour la Paix.

Ce collectif, réuni pour la première fois le jeudi 9 février, fait sienne la déclaration du Collectif national «En marche pour la Paix» et **son appel à contribuer partout en France, les 24 et 25 février 2023, à la mobilisation mondiale en faveur de la Paix en Ukraine**

Depuis le 24 février 2022, date du début de l'agression de la Russie contre



l'Ukraine, ce

conflit a déjà fait des dizaines de milliers de morts et de blessés, des destructions terribles, l'exode de millions d'Ukrainiens.

Les conséquences sociales, économiques et écologiques de cette guerre et des autres guerres en cours risquent de devenir de plus en plus terribles pour l'ensemble des populations des pays concernés et pour l'ensemble de la planète.

Il est urgent d'arrêter ces massacres et de stopper en Ukraine une escalade militaire susceptible de conduire à une extension mondiale de la guerre. **La seule issue possible c'est l'arrêt des combats et la construction d'une solution diplomatique et négociée dans le cadre des institutions internationales et dans le respect de la Charte des Nations unies.**

Pour rejoindre le collectif fontenaysien pour la Paix : collectifpaixfontenay@gmail.com

Martine ANTOINE

Militante communiste



Urgence séisme Turquie – Syrie

Le 6 février, des tremblements de terre de magnitudes de 7,5 et 7,8 surviennent à Gaziantep en Turquie, près de la frontière avec la Syrie. Les bilans découvrent l'ampleur de la catastrophe. Les deux pays sont endeuillés de milliers de morts. Les dégâts sont immenses dans cette zone d'habitats déjà précaires.

Afin d'apporter la solidarité aux familles qui ont tout perdu, le Secours populaire a débloqué 100 000 € de son fonds d'urgence. L'aide consiste d'abord en des kits alimentaires, sanitaires et d'hygiène ainsi qu'une mise à l'abri. L'accompagnement des personnes les plus vulnérables y succèdera.

Le Secours populaire est en capacité d'agir vite avec son partenaire libanais DPNA et les organisations de son réseau euro-méditerranéen pour la solidarité. Ensemble, ils s'étaient déjà portés auprès des victimes du séisme survenu en octobre 2020 à Izmir.

Le Secours populaire lance un appel pressant à la solidarité et au soutien financier pour les victimes de cette catastrophe.

Pour faire un don : <https://don.secourspopulaire.fr/urgence>

Procurez-vous sur les manifs, auprès des communistes, le hors-série de l'Huma

« Retraites : jugez sur pièces » - Février 2023



Réforme des retraites : tout comprendre pour mieux vous défendre !

Report de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, accélération de l'allongement de la durée de cotisations à 43 ans, suppression des régimes spéciaux...

Une réforme juste et nécessaire, comme l'affirme le gouvernement ? Voici les preuves que non.

+17 milliards d'€

d'économies par an sur les retraites en 2030. L'objectif du gouvernement Macron est clair : ce n'est pas pour sauver les retraites, mais compenser de futures baisses d'impôts des entreprises, comme il s'y est engagé auprès de la Commission européenne.

25% des Français les plus pauvres (contre 5% des plus riches) sont déjà morts à l'âge de 62 ans.

7% seulement des actifs sont pour le recul de l'âge légal de départ.



62 ans c'est déjà « excessif » pour la moitié des Français. Personne n'adhère à cet allongement.

2.9 millions de salariés sont dans des situations de pénibilité. Mais seulement 1,6 million bénéficient du compte pénibilité.

Pour faire le choix de l'humain

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____

Section PCF de Fontenay-sous-Bois

30 avenue Victor Hugo 94120 Fontenay-sous-Bois

Téléphone : 01 48 76 92 23 | Mail : pcf94120@orange.fr

<https://www.facebook.com/fontenaysousbois.pcf>